



## En GREVE le Mardi 26 janvier

Face au mépris du ministre,

**Pour l'augmentation des salaires et des moyens pour travailler et apprendre,  
Pour une politique et une communication ministérielles respectueuses des  
personnels, des élèves et des familles.**

### Augmentation immédiate des salaires pour tous les personnels

Depuis de nombreuses années, le salaire réel des personnels de l'Éducation Nationale baisse. Ainsi, en euros constants, un enseignant qui a 7 ans de carrière a une rémunération mensuelle inférieure de 500€ par rapport à 1995. Face à cette situation, la réponse du ministre est dérisoire : Annoncer en grande pompe une augmentation de 400 millions d'euros pour les personnels de l'Éducation Nationale alors qu'en sont exclus 69% des personnels et que cette somme représente en moyenne 29 euros bruts mensuels !!! Baser la revalorisation des salaires sur des indemnités et des primes crée une injustice salariale, notamment en creusant les inégalités salariales entre les femmes et les hommes qui les perçoivent davantage, c'est inacceptable.

Dans le même temps, les personnels administratifs et techniques de catégorie C, ou les assistants d'éducation (AED) et les AESH, perçoivent un salaire si bas que lorsque le SMIC est revalorisé pour tenir compte de l'inflation, leur salaire se retrouve de fait en-dessous de celui-ci ! L'administration est alors obligée de verser une indemnité différentielle pour leur permettre de percevoir le salaire minimum.

De plus, le Grenelle du ministre est une supercherie inacceptable visant davantage à modifier en profondeur le fonctionnement de l'école, les missions et les statuts des enseignants qu'à revaloriser les personnels et améliorer le service public d'éducation.

### Des conditions de travail délétères et des conditions d'apprentissage dégradées pour les élèves

Malgré la pandémie et les conditions sanitaires, les rentrées 2020 et 2021 sont envisagées selon les mêmes logiques d'austérité et de démantèlement du service public : aucun recrutement massif envisagé pour renforcer les équipes, de plus en plus d'élèves par classe, et aucune réflexion engagée sur le bâti scolaire. La réforme des lycées et du bac engagée sans concertation, Parcoursup, les incertitudes sur les modalités du BAC 2021, sont source de stress supplémentaire pour les élèves et les personnels.

Les décisions et changements de dernières minutes, tout comme les annonces de suppressions de postes traduisent le manque de respect envers les personnels et accentuent le mal-être au travail. L'académie d'Amiens devra encore subir une perte de 40 postes dans le second degré à la rentrée 2021 (en réalité une perte de 81 postes, 41 étant compensés en heures supplémentaires), alors que l'effectif des élèves du secondaire augmentera de 0,2 % !!!

Les 100 milliards du plan de relance gouvernemental et le "quoi qu'il en coûte" font la part belle aux entreprises, quelle que soit leur taille et sans obligation, ni contrepartie. Ils ignorent la nécessité de renforcer les services publics dont l'école. C'était pourtant l'occasion d'un investissement massif dans l'éducation au service de la nation.

Au lieu de cela, l'État remet en cause l'unité des équipes, se désengage, en pleine pandémie, de la médecine scolaire en transférant les personnels médecins, infirmiers et les missions des adjoints gestionnaires aux collectivités territoriales. (Projet de Loi 4D).

Nous sommes toutes et tous méprisés par notre employeur, et nous n'obtenons des améliorations que lorsque nous nous mobilisons collectivement. Au final ce sont aussi les élèves qui pâtissent de cette situation.

L'intersyndicale, regroupant étudiants, personnels et parents, appelle les collègues à poursuivre les mobilisations en cours, à s'engager dans l'action et à se mettre en grève le mardi 26 janvier.

Face au mépris du ministre Blanquer, elle engage les personnels à construire dès maintenant une dynamique de mobilisation par des actions locales, des réunions syndicales, des assemblées générales, des motions et courriers collectifs auprès des IA-DASEN, des recteurs et du gouvernement. Cette mobilisation exige l'amélioration des conditions de travail pour les personnels et d'étude pour les élèves, ce qui passe par :

- **Un véritable plan de revalorisation des salaires et des carrières de tous les personnels et le dégel du point d'indice.**
- **La création immédiate et pérenne de postes dans tous les secteurs de l'Éducation Nationale**
- **Une diminution du nombre d'élèves par classe.**
- **Une politique et une communication ministérielles respectueuses des personnels, des élèves et des familles**
- **L'unité de nos équipes éducatives : NON à la mise sous la tutelle des collectivités territoriales de la médecine scolaire et des missions des adjoint.es gestionnaires.**

**En GREVE le Mardi 26 janvier**

*Horaires et lieux de manifestations à confirmer*